

La rue appelle le Chef de l'État à démissionner : « Le président IBK manque de leadership et de vision, ce qui constitue le plus grand obstacle à la résolution de la crise au Mali »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 18 JUIN 2020

627

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



IBK ou la chute de l'Empereur



L'EPM est mort, vive la CFR... Quand les soutiens du Président se perdent en conjectures



Mahmoud Dicko face à la presse : « Le Mali est en danger et il urge de le sauver »



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Crise au Mali : IBK ou la chute de l'Empereur	P.4
Brèves	Mouvement du 05 Juin : Un joueur de poker menteur nommé IBK !	P.10
	Demande de démission du président IBK : Ibrahim Ikassa Maiga salue la volonté du peuple	P.10
	Audience à l'Assemblée Nationale : Les Ambassadeurs de France et de l'Inde reçus par le PAN	P.11
	Crise politico institutionnelle : IBK va-t-il sévir contre Manassa et ses complices ?	P.11
	Protection des données à caractère personnel : Une mission de l'APDP en mission à la CANAM	P.12
Actualité	COVID-19 au Mali : Lutte contre le coronavirus où en sommes-nous ?	P.14
	MATD : La revue sectorielle 2019 en validation	P.15
	L'APEJ relève les défis du Projet Emploi-Jeunes pour la Paix dans la Région de Mopti : Les comités de suivi du Projet formés sur l'approche Haute intensité de main d'œuvre pour dynamiser le développement local	P.16
Politique	La plateforme "les forces nouvelles": Demande une refondation des systèmes de gestion	P.18
	La rue appelle le Chef de l'État à démissionner : « Le président IBK manque de leadership et de vision, ce qui constitue le plus grand obstacle à la résolution de la crise au Mali »	P.19
	Conférence de presse de la Plateforme du Mouvement des Jeunes du 5 juin 2020 : MJ-5 décide de prendre son destin en main face au régime d'IBK	P.21
	L'EPM est mort, vive la CFR... Quand les soutiens du Président se perdent en conjectures	P.22
	Blasphème ou profanation ? IBK n'a aucun respect pour nos soldats morts au front !	P.23
	Mahmoud Dicko face à la presse : « Le Mali est en danger et il urge de le sauver »	P.25
Culture & société	Islam : A la recherche du Mahomet de l'histoire	P.27
International	Gouvernance Condé, réconciliation nationale, tuerie dans les manifs : Ce qu'en pense Makalé Camara	P.28
	"Biens mal acquis": Rifaat al-Assad condamné à Paris à quatre ans de prison, son patrimoine français confisqué	P.29
	Déclaration conjointe du Sommet Xtraordinaire chine-afrique sur la solidarité contre la covid-19	P.30
Sport	CORONAVIRUS HBGESRPN : Youssouf Maiga est la victime	P.32
	FIF : Didier Drogba et Idriss Diallo, ça coince	P.32



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Crise au Mali : IBK ou la chute de l'Empereur

Quand le Peuple malien l'a plébiscité en 2013, le Président Ibrahim Boubacar Kéita, IBK, avait l'occasion d'écrire une page glorieuse de l'histoire récente du Mali. En effet, il avait, pour les Maliens, la réputation d'être homme de parole et homme de poigne, exactement celui qu'il fallait pour relever un Mali tombé sous les coups de boutoirs des forces terroristes en 2012, après la faillite du pouvoir d'Amadou Toumani Touré, ATT, qu'un coup d'Etat de sous-officiers d'une Armée malienne totalement déstructurée avait chassé du pays. Or il n'en fut rien. Si bien que les Maliens en sont encore à se demander ce qui est arrivé au Kankelentigi (l'homme qui n'a qu'une parole) pour que sous son pouvoir le Mali soit tombé plus bas que sous ATT. Mais ce n'est pas que le Mali seul qui soit tombé, il a entraîné dans sa chute IBK qui aime à se glorifier d'être le successeur du Grand Empereur du Mali, Sunjata Kéita. C'est un homme fatigué et humilié qui s'est présenté ce dimanche et ce mardi devant des Maliens pour accepter,

sous la contrainte de la rue, tout ce qu'il avait jusque-là obstinément refusé, à savoir une concertation nationale inclusive pour parler de tous les problèmes du Mali et proposer ensemble des pistes de solutions, l'acceptation des revendications salariales des enseignants en quasi grève illimitée depuis bientôt sept mois et la définition d'une politique nationale pour une refondation de tout le système de gouvernance.

IBK, boli banna ! La fuite est terminée ! C'est exactement le slogan qui revient à l'esprit de nombreux Maliens au regard des événements politiques qui se sont succédé ces derniers jours au Mali. En effet, pendant 7 longues années, le Président de la République s'est fait coutumier de la fuite en avant et de l'improvisation politique, comme s'il avait mis dans les tiroirs le programme de campagne qu'il avait présenté aux Maliens en 2013 et 2018 et que ceux-ci avaient pris pour de l'argent comptant tant leur confiance en l'homme était grande. Aujourd'hui, le descendant de l'Empereur est

rattrapé par toutes les promesses non tenues, tous les chantiers inachevés, tous les tâtonnements exaspérants et une parole qui n'émeut plus ses compatriotes. Car aujourd'hui IBK est plus que jamais seul pour n'avoir jamais été à l'écoute de son peuple dont les souffrances sous forme de cris désespérés ne parvenaient pas aux portes du Palais de Koulouba. IBK s'est coupé de tout et de tous et ne savait de son peuple que ce que ses thuriféraires ont bien voulu lui dire, eux qui ne sont préoccupés que par le profit qu'ils peuvent tirer d'un pouvoir falot coupé de toutes les réalités du pays.

Le sentiment qu'ont eu les Maliens en voyant IBK à la télévision dimanche et mardi soir, n'est pas de la colère mais de la pitié. De la pitié pour un homme qui n'aurait jamais dû être à la place qu'il occupe tant l'équation à résoudre le dépasse. Le Peuple du Mali en est encore à se demander ce qui est advenu du puissant Premier ministre d'Alpha Oumar Konaré qui avait, à la fin des années 1990, mis au pas une opposition très en verve et des étudiants aux mille revendications et casseurs impénitents. Une partie de la réponse à cette question se trouve dans la mise en garde des anciens camarades d'IBK lesquels avaient très tôt déclaré que le Président de la République excelle quand il est sous ordre mais qu'il

n'avait pas l'étoffe d'un Chef. Parole de jaloux, avait pensé les Maliens.

Aujourd'hui, avec le recul, on réalise combien ils avaient raison ces hommes et femmes qui connaissent bien IBK pour avoir cheminé avec lui depuis le temps des luttes clandestines pour l'instauration de la démocratie au Mali. On peut ne pas être un homme d'Etat mais si l'on a une forte capacité d'écoute et si l'on s'entoure d'une équipe d'hommes et de femmes travailleurs et honnêtes, on peut devenir un bon Président. Or IBK n'a ni l'étoffe d'un Chef d'Etat ni celle d'un bon Président parce que sa capacité d'écoute est déficitaire. Car s'il avait à cœur de travailler « Pour l'Honneur du Mali » et pour le « Mali d'Abord » (ses slogans de campagne) il aurait fait appel, dès 2013, à toutes les sensibilités du Mali, à toutes les compétences, d'où qu'elles fussent, pour reconstruire un Mali à terre. Non seulement ce ne fut pas le cas mais IBK s'est emmuré dans l'erreur de n'écouter personne et surtout de croire que les cassandres qui lui parlaient étaient avant tout ses ennemis, ceux qui étaient jaloux de son pouvoir.

Aujourd'hui, le gâchis est immense. Il aura fallu 7 longues années à IBK pour réaliser qu'il ne peut construire seul le Mali et que sa posture de Seul contre Tous était un suicide politique. Que de bonnes choses nous aurions pu réaliser ensemble depuis 2013 ! Car le Mali, notre Maliba, ne mérite nullement le sort qui est le sien actuellement si l'on sait les ressorts incassables sur lesquels notre société repose depuis plusieurs siècles. Cependant, ce n'est pas le moment de désespérer de tout. Nous sommes à un tournant capital pour la vie de notre jeune République. Chez nous on dit : « Quand un homme refuse, il dit non ». Le Peuple



du Mali du Mali vient de dire non, stop. Il faut espérer qu'IBK l'aura bien compris et qu'il saura recoller les morceaux cassés du Mali. Le problème est que la parole du Président de la République a très peu de poids eu égard à toutes les fausses promesses dont il est coutumier. Cette fois pourrait être la bonne car jamais son pouvoir n'aura été aussi contesté et menacé que ces derniers temps. Pour sauver sa tête et son pouvoir, IBK semble prêt à tous les compromis. Mais désormais, les Maliens ne lui signeront pas un chèque en blanc. Ce sera aux actes que le Président de la République sera désormais évalué. Il ne suffira pas de vouloir mettre en place un « gouvernement d'union nationale », il faudra d'abord ouvrir les concertations nationales pour une refondation où l'on mettra en place un vérita-

ble programme de sauvetage du Mali à travers des plans de reconstruction nationale. C'est seulement après que le Gouvernement d'union nationale pourra être mis sur pied et que tous, ensemble, nous travaillerons pour le renouveau du Mali. Le M5-RFP est-il prêt à donner une dernière chance à IBK ? L'issue du rassemblement de ce vendredi 19 juin nous donnera la réponse à cette question. Il faut espérer que les Maliens sauront puiser dans l'indestructible fonds de sagesse et de patriotisme qui caractérisent notre société pour tirer le Mali d'un si mauvais pas. Les mânes des Ancêtres ne seront pas de trop pour nous y mener.

■ **Karamoko B. KEITA**



Gouvernement du Mali



Actualité du Premier ministre | Le Premier ministre, Chef du Gouvernement en visite à #Nioro du #Sahel
Le Premier ministre, Dr Boubou Cissé est arrivé ce matin à Nioro du Sahel pour une visite de courtoisie et d'échanges avec le Cherif Bouyé Haidara de Nioro.
Cette visite s'inscrit dans le cadre des consultations et concertations entreprises par le Chef du Gouvernement auprès des forces vives de la nation pour une sortie de crise concertée et partagée par tous.
Koulouba | 17 juin 2020 | Actualités



Le Président de la République SEM Ibrahim Boubacar Keita participe en ce moment, au Sommet extraordinaire Afrique-Chine sur la solidarité contre la Covid_19, ouvert par le Président de la République Populaire de Chine SEM Xi Jinping.
Ils sont une dizaine de Chefs d'État africains à y prendre part.



Jeune Afrique

Plus d'un mois après le début de sa convalescence en France, la date du retour du Premier ministre ivoirien, plusieurs fois repoussée, demeure incertaine. Il pourrait finalement regagner Abidjan à la fin du mois de juin.



PINAL

Vraiment Boua est un expert en gestion de pression... yeeeeuuuuu personne n'aimerait être à sa place !!!



Yehia Tandina

DIRE : ATTAQUE DE LA PRÉFECTURE

Ce jour 17/06/2020, aux environs de 13h, des individus armés non identifiés au nombre de sept (07) à bord d'une pick-up (BJ) ont fait irruption dans la préfecture de Diré. Au cours de leur forfait, les assaillants ont enlevé Mr Sekou Sidiya Coulibaly, le sous préfet central du de Diré, monsieur Oumar Traoré, sous préfet de la commune rurale de Dangha et ont aussi emporté le véhicule du préfet (Toyota immatriculé KA 5332) qui était garé sous le hangar. Le caporal qui était la troisième personne enlevée s'est jeté du véhicule et a pris la fuite. En voulant le tuer dans sa fuite, les assaillants l'ont tiré et l'ont raté mais blessant grièvement deux civils de passage.
Pour l'instant le calme est revenu et nous venons de recevoir un détachement venu de Goundam. Tout le personnel se porte bien.



Paul Diarra



Proposition de dissolution de l'Assemblée nationale comme solution de sortie de crise. Une coalition de plus 130 députés qui n'ont de problème dans leurs circonscriptions électorales se préparent à se lever aussi si on touche à l'Assemblée pour satisfaire quelques candidats malheureux. Ces députés ont tous chacun du poids politique non négligeable et ils peuvent paralyser le pays entier de Kayes à Kidal. Donc Mali Héré Kodo demande au Président IBK, de ne pas créer une autre crise politique en essayant de régler une autre. En plus, les conséquences de la dissolution de l'Assemblée seront énormes au niveau de l'État, car l'organisation d'un seul tour demande beaucoup d'efforts de la part de l'État, efforts financiers, mobilisation de tous les gouverneurs, administrateurs, préfets, CENI, Sécurité, tous les partis politiques... En un mot, on aura plus le temps ni les moyens de se concentrer à autre chose. On peut bien confier d'autres tâches à ces candidats contestataires qui ne valent pas le 1/4 de députés qui n'ont de problème de contentieux. En plus, imaginez ce que ces députés élus à peine un mois, ont mis dans la campagne, si vous étiez un de leurs parents, vous auriez d'autres propositions pour le pays.

Dans le cadre de la résolution de la #Crise_Scolaire, le Président de l'Assemblée Nationale, l'Honorable #MoussaTIMBINE a également reçu les syndicats de l'enseignement (#SYNEB, #SYPESCO, #SYNEFCT, #SYNESEC, #SYLDEF, #FENAREC, #COSES) ce mardi 16 juin 2020 dans la salle Aoua KEITA de l'Institution. Après les échanges, le Président de l'Assemblée Nationale a rassuré les différents syndicats de l'enseignement que le parlement veillera à la bonne exécution de la loi, notamment de l'article 39 en question.



Nabil Traore

La décision finale à 18h00



Modibo Simbo Keita



Des recalés du second tour des législatives reçus par le Président du Haut Conseil Islamique qui est de facto le second degré de la Cour Constitutionnelle...

Bruno Djito Segbedji



Billet : Une solution à la crise
Nul n'ignore que c'est le mécontentement né des récentes législatives qui a mis le feu aux poudres du palais de Koulouba. La véritable goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Refuser d'analyser la crise politique actuelle de cette façon serait faire preuve d'une cécité intellectuelle et politique. Le mouvement du 5 juin n'a fait que surfer sur des frustrations et résignations en tirant profit des acteurs lésés et trichés lors des élections législatives.

Une solution à la crise passe donc par une dissolution de la Cour constitutionnelle, actrice de ces verdicts électoraux majoritairement contestés, mais aussi et surtout des résultats des législatives pour les 30 « députés-candidats ». Il s'agit des élus ou recalés à Koro, Kati, Sikasso, commune I, commune V et commune VI du district de Bamako. Cela donnera lieu à des élections législatives partielles dans ces circonscriptions administratives, sous haute supervision, afin d'avoir des élus légitimes. En attendant cela, IBK va prendre ses mesures vigoureuses pour l'école, la santé et trouver un mécanisme consensuelle de nomination d'une nouvelle Cour constitutionnelle, un gouvernement consensuel, le 1er vice-président de l'Assemblée Nationale, Hadi Niangado assurant l'intérim de l'Hémicycle. Bruno DS



Nicolas Démoulin @DemoulinEM

En tant que président du groupe d'amitié France-Mali à l'Assemblée nationale, je m'associe pleinement à l'appel de mon collègue @bruno_fuchs pour la libération du député @Soumailacisse, enlevé par des hommes armés en pleine campagne pour les élections législatives.



Samba Bling Tamega



Ayiwa !!!

Ce député membre de l'Assemblée nationale de la république soeur de l'Algérie qui serait d'ailleurs le garant de l'accord de paix et de réconciliation au Mali issu du processus d'Alger parle de l'azawad comme un Etat frontalier de l'Algérie.

Ce député par ces propos a violé l'intégrité territoriale de notre pays et sa souveraineté.

L'Ambassadeur du Mali en Algérie et M. Tieble Drame doivent sortir de leur silence pour faire respecter notre pays à l'étranger en général et en Algérie en particulier.

L'Ambassadeur de l'Algérie au Mali doit des explications au peuple Malien suite à cette sortie humiliante la mémoire des Maliens et Maliennes.

Perzan Evry



Ne vous laissez pas distraire par les annonces de dernières minutes car il avait tous les moyens de régler cette crise. Il accepte d'appliquer l'article 39, annonce que Soumaïla Cissé est vivant (bizarre) et qu'il a des preuves, il promet de dissoudre l'assemblée nationale bref tout ça pour sauver son fauteuil présidentiel car en vérité c'est la seule chose qui l'intéresse. Il s'en fout de sa majorité et se fout de l'opposition en même temps.

Le repentir c'est quand on possède tous ses moyens et facultés pas quand tout est perdu.

Mr l'ex président, nous sommes désolé de nous plus croire en votre bonne foi car vous aviez eu assez de temps pour régler les problèmes du pays.

La CEDEAO envoie demain des hommes pour une énième tentative de négociation bref le vin est déjà tiré alors

Excellente journée

Bacary Camara



L'honorable Moussa Timbiné vole au secours du monde paysan..

« C'est la course contre la montre. »

Devant la menace de plus en plus réelle d'un boycott de la saison cotonnière dans notre pays, le nouveau président de l'Assemblée nationale très conscient de la gravité de la crise et ses conséquences directes sur l'économie de notre pays, a pris la belle initiative de recevoir hier en audience, durant trois heures, les différents acteurs de ce secteur. Il s'agit de représentants de la confédération des sociétés coopératives de producteurs de coton au Mali (CSCPC), de la compagnie malienne pour le développement des textiles (CMDT), de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM). Le président du CSCPC, Djiguiba Anfa Coulibaly a annoncé que sa confédération tiendra ce jeudi 17 juin une réunion au cours

de laquelle, elle va recenser toutes les préoccupations du secteur et en faire un document qui sera remis au premier ministre et au président de l'AN.

Selon vice-président de l'APCAM Sanoussi Bouya Sylla, dans l'entendement de tous les agriculteurs, le président de la République avait promis l'engrais à 11000FCFA, avant d'ajouter que les producteurs ne s'en sortiront que si le prix du coton est fixé à 275FCFA..La saison des cotonculteurs en péril veut dire la famine dans la zone CMDT qui représente aussi les 2/5 des céréales. De nombreux maliens vivent du secteur, sans être producteurs. Comme l'a dit le président de l'Assemblée nationale, cette crise doit être réglée dans les 72 heures qui arrivent.



Abdoulaye Diakite



Le Président IBK vient d'accepter l'application de l'art 39 au bénéfice des enseignants pour clore la crise scolaire encours depuis plusieurs mois. Pourquoi ne pas avoir fait cela avant ? Que de temps perdu ! Comment récupérer cette eau versée ? Solidaire avec les enseignants et avec tous ceux qui souffrent pour joindre les deux bouts.





Koulouba Actou

K

Au fil des jours, les acteurs politiques historiques rejoignent le Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP). Une situation qui recompose la majorité des acteurs du Mouvement Citoyen alors que leur mentor peut jouer un rôle décisif dans l'apaisement. Amadou Toumani Touré ne peut rester en marge des tensions de l'heure, lui qui a toujours plaidé pour ne pas qu'il y ait des affrontements entre Maliens.



Si le discours du Mardi est plus concret que celui du Dimanche, le Président doit comprendre qu'aucune sortie de crise n'est envisageable sans des changements clairs et profonds à la Cour constitutionnelle et à l'assemblée nationale.

Awa Sylla

85 jours
85 jours
85 jours
SOULAÏA CISSÉ.



Mamadou Ismaila KONATE



#Mali : Où sont passés les petits télégraphistes de koulouba, les pseudo activistes à la solde, les intrépides, thuriféraires d'hier, ceux qui juraient devant le PR IBK, qu'après dieu c'est lui. Croient-ils que leurs gestes passeraient en perte et profit ? #harosurlebaudet



GESTION
DES
RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Mouvement du 05 Juin : Un joueur de poker menteur nommé IBK !



Entre son adresse à la Nation à l'eau tiède du dimanche soir et sa mise en scène théâtrale au CICB, le mardi, IBK a encore un peu plus déconsidéré la fonction présidentielle, dévalorisé sa propre parole et surtout indiqué à ses adversaires la voie à suivre pour lui faire rendre totalement gorge.

Dimanche, il n'avait rien à proposer à un peuple en colère contre sa gestion calamiteuse et encore plus en rogne contre la perspective de le voir, à coup de bricolage constitutionnel et électoral, préparer sa succession plus à sa barbe qu'à sa main. Mardi, il a eu assez d'argent pour payer l'accord de revalorisation salariale pour les enseignants, reçu de bonnes nouvelles sur son « frère Soumaila Cissé » dont il ne pipa mot 48 heures plus tôt.

Le « Roi sans souci » de Sébénicoro a également compris que le « gouvernement de changement » qu'il prétendait mettre en place pour régler tous nos problèmes gagnerait à être un « Gouvernement d'union nationale ». L'Esprit Saint est aussi venu lui insuffler l'idée que la Cour constitutionnelle et l'assemblée nationale posent question au point qu'il devait prendre l'initiative de consultations pour décider du sort des deux institutions.

IBK comprend vite même s'il faut un peu plus de temps pour lui expliquer les choses. L'échec de la médiation de Moussa Traoré et la radicalisation croissante du Mouvement du 05 juin ont fini par le convaincre de sortir de son confort et de son mépris pour regarder en face la réalité d'un pays qui se défie de son régime, plombé par une réélection au forceps (Soumeylou Boubeye Maiga peut garder ses solutions de sortie de crise pour lui-même), un premier mandat calamiteux sans que cela n'enlève au plus incompétent de nos présidents le goût, après dix ans de gabegie, d'organiser sa succession avec l'argent du pillage et la complicité de Manassa et du président de l'assemblée nationale. La coupe est pleine pour les Maliens dont le silence pour ce pouvoir a valeur d'acquiescement.

La prise de conscience de IBK ne relève pas de la bonne foi et amène, par conséquent, à chercher la ruse derrière les propositions. La formule selon laquelle il mènera une consultation dans « les prochaines semaines » relève de la duperie. Il joue la montre Rolex, le temps de faire baisser la pression. Autant, il traîne les pieds avec la décision sur la crise électorale, autant il s'empresse à appliquer l'article 39, avec l'es-

Demande de démission du président IBK : Ibrahim Ikassa Maiga salue la volonté du peuple



Le Peuple malien a déclenché un mouvement citoyen d'envergure, sous la férule du M5-RFP, avec comme exigence fondamentale la démission du Président IBK et de son régime. Cependant, il s'est trouvé des affidés du régime en place et autres détracteurs du mouvement, de susurrer une certaine théorie du chaos en l'absence d'IBK, infligeant ainsi une belle insulte à la maturité sociale et politique du Vaillant Peuple malien.

Et même certains sceptiques s'en nourrissent, oubliant que telles situations sont bien connues des Maliens et des peuples voisins et de par le monde, et qu'il n'y a point à réinventer la roue, mais juste à faire des adaptations, mutatis mutandis.

Lancés dans un « juridisme étriqué » (sic), les tenants de cette thèse, peu respectueuse de la volonté du Peuple, brandissent à tout va la violation de la Constitution, égrènent le risque de changement anticonstitutionnel de régime assorti certainement d'embargo et autres sanctions de la CEDEAO, de l'UA et de la Communauté internationale.

Nous leur disons simplement qu'il ne faudrait jamais oublier qu'en République, le Peuple est au-dessus de tout, même de la Constitution, que la LEGALITE ne tient que par la LEGITIMITE, et qu'en définitive « CE QUE PEUPLE VEUT, DIEU LE VEUT ».

Il en a été ainsi du Peuple Frère du Burkina Faso qui a repris son destin en main en 2014, et qui a, pour ce faire, adopté une Charte de Transition (voir ci-dessous reproduite), à côté de sa Constitution de 1991 maintenu dans ses dispositions non contraires à ladite Charte, pour passer le cap du régime dictatorial de Blaise COMPAORE, ... avec l'accompagnement et la bénédiction de la CEDEAO, de l'UA et de la Communauté internationale.

Quand cela a été possible chez nous et ailleurs, c'est encore et toujours possible chez nous !

Wa Salam !

Ibrahim Ikassa MAIGA
Enseignant-FDPRI/USJP

poir de détacher les enseignants du mouvement de contestation. La grande leçon du début de volte-face de IBK est que ce pouvoir ne respecte personne mais que le peuple peut lui imposer son respect par la mobilisation.

Baba Diarra in Refondation du Mali

Audience à l'Assemblée Nationale : Les Ambassadeurs de France et de l'Inde reçus par le PAN



Le Président de l'Assemblée Nationale, L'honorable Moussa TIMBINE, a reçu en audience ce mardi, 16 Juin 2020, successivement les Ambassadeurs de France et d'Inde au Mali. Il s'agit de Son Excellence Monsieur Joël MEYER et de Son Excellence Monsieur Anjari KUMAR.

Son Excellence Joël MEYER est venu remettre au Président Moussa TIMBINE un message de félicitation de son Homologue Français, l'Honorable Richard Ferrand, Président de l'Assemblée nationale de France. Selon l'Ambassadeur MEYER cette première rencontre avec le Président de l'Assemblée nationale a été très riche. Ils ont passé en revue des décennies de partenariat entre le Mali et la France. Le partenariat dans le domaine de la sécurité, de défense et la lutte contre le terrorisme a été également évoqué. Les échanges ont aussi porté sur les questions de Développement, de la Santé et de l'Assainissement.

La seconde personnalité reçue ce jour a été Son Excellence Monsieur Anjari KUMAR qui est également venu transmettre les messages de félicitation du Parlement Indien au Président de l'Assemblée Nationale du Mali. Au cours de cette audience, les deux personnalités ont échangé sur les domaines de coopération qui existent entre les deux pays, notamment le développement des infrastructures. Sur ce sujet ils ont parlé de la ligne d'interconnexion entre le Mali et la Côte d'Ivoire et des projets solaires. La question du renforcement de la coopération inter-parlementaire entre les deux pays a été largement discutée au cours de cette rencontre.

La Direction de la Communication

Crise politico institutionnelle : IBK va-t-il sévir contre Manassa et ses complices ?



La panique gagne le pays tout entier et le chef de l'Etat multiplie les sorties et les interventions afin de contenir le tsunami qui a commencé à souffler. Dans sa quête de solution, il a impliqué totalement le premier ministre Boubou Cissé dont la présence a été signalée au domicile de Manassa Danioko. Selon les premières indiscrétions, il s'agirait d'options qui viseraient à enclencher la sortie de l'ensemble des membres de la Cour constitutionnelle.

Quant à la dissolution du parlement, elle n'est pas encore mise sur la table à cause de poursuites pénales qui pourraient être engagées contre de hautes personnalités citées dans de nombreux scandales et qui ont bataillé dur pour avoir l'immunité parlementaire.

Il faut forcément une certaine garantie et le président pourrait s'engager à cela. Sans autre détails complémentaires, une certaine somme (dont nous gardons le montant discret) pourrait être proposée aux membres de la Cour comme prime de départ.

D'ici vendredi, il faut des pistes allant vers les exigences et IBK met la pression dans ce sens. Une réunion des membres serait prévue à 15heures pour évaluer et délibérer sur la grave crise qu'ils ont créée. Ils doivent être sacrifiés puisqu'ils demeurent indéniablement le combustible qui a embrasé le pays.

L'ambiance n'est pas sereine, des « sages » crient même à la trahison. Lorsque des Institutions font de la conspiration, le Peuple cherchera par tous les moyens, sa respiration. Moussa Traoré, Mahamoud Dicko sont indignés par la réputation de Manassa Danioko. L'option d'IBK, si elle va au bout, s'inscrirait dans une dynamique de calmer et satisfaire le M5-RFP.

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

Protection des données à caractère personnel : Une mission de l'APDP en mission à la CANAM

Une mission de l'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP) conduite par son 2ème vice-président, Bourreima Seyba, a entamé ce mercredi 17 juin 2020, ce jusqu'au 26 juin prochain, une mission à la CANAM.

Le Directeur Général de la CANAM, Mahamane Baby, a reçu ce jour l'équipe des missionnaires avant qu'elle ne prenne attache avec les services informatique, juridique, administratif et actuariel de la CANAM pour la collecte des différentes données.

"Nous sommes entièrement à votre disposition. Nous attendons avec impatience votre rapport de mission qui, j'en suis sûr, nous sera très bénéfique", a dit le premier responsable de la CANAM.

L'Autorité de Protection des Données à caractère Personnel (APDP), faut-il le rappeler, a pour missions de veiller à la Protection des Données à caractère Personnel et de participer à la réglementation du secteur.

A ce titre, elle fixe, entre autres, les normes et la finalité de la collecte, du traitement ou de la conservation des données personnelles, donne



L'autorisation préalable à toute interconnexion de données, autorise le transfert de données.

Elle conseille également les personnes concernées et responsables de traitement des données de leurs droits et obligations, assure que les traitements ne comportent aucun risque pour les personnes, inflige des sanctions administratives en cas de manquement aux obligations.

SERCOM/CANAM

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

COVID-19 au Mali : Lutte contre le coronavirus où en sommes-nous ?

Au Mali malgré la propagation du virus, nombreux sont des Maliens qui doutent de l'existence du Covid-19. Les mesures barrières ne sont plus respectées. Tout cela suppose que l'Etat n'arrive toujours pas à trouver le bon équilibre et, par ricochet, donne l'impression que les aides ne sont pas visibles ou n'arrivent pas parfois à destination.

Le coronavirus est devenu une fiction pour la majeure partie de la population malienne. Ce manque de confiance a atteint un niveau tellement élevé que dès que les responsables du pays parlent, la population pense automatiquement que c'est un mensonge, voire une propagande des dirigeants pour dilapider les fonds destinés à la lutte contre la pandémie, notamment les dons et aides extérieures. C'est la raison qui pousse une ultra majorité de la population à ne pas croire à l'existence du virus.

Peut-on en vouloir à la population si le gouvernement, dans son dessein inavoué, organise les élections législatives, procède à l'ouverture des classes et lève le couvre-feu ?

Une telle décision prise en temps de crise sanitaire n'aggraverait-elle pas la situation ? Autant d'interrogations que les Maliens se posent.

D'après Idrissa Coulibaly, pharmacien, « **la population ne croit plus aux dirigeants, c'est une réalité. Contrairement à ce qui se dit, en tout cas, je ne crois pas à cette pandémie sur le sol malien. Propagande ou pas, ce virus n'est pas au Mali** », a-t-il déclaré.

Selon nos investigations, une majeure partie de la population ne croit pas à la Covid-19 et pense que c'est une propagande du gouvernement. « **Une réalité bien sûr, mais avec les multiples mensonges du gouvernement,**

il serait difficile de croire à la maladie. C'est vrai, si la population pouvait se référer à la réalité du monde... Mais je n'en veux pas au peuple. Une remarque pertinente, vu l'actualité et les fonds débloqués par l'Etat, les hôpitaux devraient être équipés pour éviter le déplacement des patients, afin de limiter les dégâts. Où est passé l'argent annoncé pour endiguer ce fléau ? Donc même si les actions salvatrices sont posées par les gouvernants, sur le terrain cela n'est pas visible », pense Lassiné Goita.

La reprise des cours dans les classes d'examen n'a pas laissé les parents d'élèves indifférents. Les mesures barrières sont foulées au pied par les élèves. Ils continuent toujours de se serrer les mains à longueur de journée, sous le regard impuissant des surveillants des écoles.

Pour Alicia Warima, élève : « **le premier jour on nous a tous remis un masque et l'administration nous a donné les consignes mais ce n'est pas respecté, malheureusement. La distance d'un mètre se fait respecter par les enseignants uniquement** », a-t-elle dit.

■ Ibrahim Sanogo



MATD : La revue sectorielle 2019 en validation

La salle de conférence du gouvernorat du District de Bamako a servi de cadre, le mercredi 17 juin, à l'ouverture d'un atelier de validation du rapport de la 9^e revue sectorielle 2019, administration territoriale, fonction publique et sécurité intérieure. Cet atelier regroupe, au-delà des responsables des six départements concernés, le représentant du gouverneur du district de Bamako, l'ensemble de ses partenaires techniques et financiers ainsi que le Conseil national de la société civile et le secteur privé. Il s'agit, durant les deux jours de travaux, de valider le rapport provisoire.



Dans son allocution, la directrice générale de la cellule de planification et de statistique du secteur administration territoriale, fonction publique et sécurité intérieure (CPS-S-AT/FP/SI), Mme Sidibé Kadiatou Sidibé dite Djitou, a fait savoir que l'élaboration du rapport qui est soumis à l'appréciation des participants, a nécessité une collecte d'informations auprès des directions et des gestionnaires des projets et programmes. « **Les informations recueillies ont fait l'objet de compilation. Le résultat attendu du présent atelier est de valider ces informations, au besoin, les compléter en vue d'améliorer la qualité qui servira d'intrant au rapport de la revue du CREDD** », affirme-t-elle.

A l'ouverture des travaux, le représentant du secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, Moussa Bilane, dira que cet exercice traditionnel qui intervient après la tenue des revues des budgets programmes et des projets/programmes, vise à « **identifier les principales entraves dans la mise en œuvre du secteur et un suivi régulier afin d'identifier, à temps, les contraintes de nature à en-**

traver l'atteinte de résultats escomptés pour prendre les mesures idoines. Au cours de la rencontre, vous devez dresser le bilan de la mise en œuvre des politiques et stratégies sectorielles et faire une analyse critique de la situation d'exécution financière de l'ensemble des projets/programmes du secteur, conformément aux orientations du cadre stratégique pour la relance économique du développement durable (CREDD) ».

Le Conseiller Technique Moussa Bilane a fait un survol des résultats encourageants obtenus en 2019. Il a confirmé que la revue constitue, avant tout, un cadre fédérateur pour tous les agents impliqués dans la gestion des départements représentés et offre l'opportunité de discuter des préoccupations communes en vue d'atteindre les objectifs sectoriels.

Et le conseiller de déclarer attendre de cet atelier des recommandations pertinentes en vue de favoriser l'atteinte des objectifs fixés à son département. Enfin, il a remercié tous les départements ministériels pour leur accompagnement et leur implication efficace dans l'organisation de cette revue, les points focaux des départements ministériels du secteur pour

leur contribution à l'élaboration de ce précieux document ainsi que leur accompagnement qui n'a jamais fait défaut et l'ensemble des partenaires techniques et financiers intervenant dans son secteur, pour leur appui considérable et leur disponibilité constante.

Le coordinateur a apporté des messages pour un résultat à la mesure des participants. Ces derniers doivent mettre l'accent sur l'atteinte des résultats. Selon Mahamadou Zoubeïrou Maïga, c'est l'une des revues qui se tient dans le strict respect des mesures barrières ; une revue qui suit le processus de collecte dans le cadre de la validation. « Nous attendons une revue consensuelle sans contestation des acteurs. Il y a beaucoup de politiques de stratégies et je demande aux participants de mettre l'accent sur l'atteinte des résultats », a-t-il déclaré pour inviter les participants à accorder une attention particulière aux résultats.

La mise en place du bureau de l'atelier, l'adoption de l'agenda de l'atelier, la présentation du rapport provisoire de la 9^e revue sectorielle, l'examen du rapport provisoire de la 9^e revue sectorielle, l'allocution de la directrice de la CPS et le discours d'ouverture du représentant du secrétaire général du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation suivi de la minute de silence, étaient les temps forts de la journée d'hier.

Ce jeudi, les travaux de l'atelier se poursuivront avec l'examen du rapport provisoire de la 9^e revue, l'adoption du rapport général de l'atelier et le discours de clôture.

Pour rappel, les six départements concernés sont : le ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation, le ministère du Dialogue social, du Travail et de la Fonction publique, le ministère de la Sécurité et de la Protection civile, le ministère de la Cohésion sociale, de la Paix et de la Réconciliation nationale, le ministère des Affaires religieuses et du Culte et le ministère des Réformes institutionnelles et des Relations avec la société civile.

A noter que l'ouverture a été marquée par la minute de silence en hommage aux éléments des Forces Armées et de Sécurité du Mali décédés lors de l'attaque terroriste d'un détachement des FAMA, le dimanche 14 juin, au niveau de la localité de Bouki-were, dans le secteur de Diabali.

■ Ibrahim Sanogo

L'APEJ relève les défis du Projet Emploi-Jeunes pour la Paix dans la Région de Mopti : Les comités de suivi du Projet formés sur l'approche Haute intensité de main d'œuvre pour dynamiser le développement local



Le Centre Jean Bosco de Sévaré a abrité ce mercredi 17 juin l'ouverture de la session de formation des comités communaux de suivi des activités du Projet « Emploi-jeunes pour la paix » dans les cercles de Mopti et de Ténenkou.

Ce projet original initié par le PNUD et d'autres organisations est exécuté par l'APEJ pour les volets AGR et HIMO et mis en œuvre dans six communes de ces deux cercles à savoir Konna, Korombana, Ouroubé-Doundé, Tonguéroucoubé, Diafarabé et Ténenkou.

La cérémonie d'ouverture placée sous la présidence du Gouverneur de la 5^e Région a vu la participation de nombreuses personnalités dont le Conseiller aux affaires administratives et juridiques du Gouverneur, le vice-président du Conseil régional de Mopti, M. Abdoulaye Garba Maïga, et le Président du Conseil régio-

nal de la jeunesse de Mopti. L'Equipe technique de la coordination régionale de l'APEJ dont le Coordonnateur M. Mahamadou Tamboura et les 36 bénéficiaires de la session étaient également de la partie de même que le formateur M. Adama Diarra.

Dans son discours, le représentant du maire a tenu à saluer les acteurs de mise en œuvre du Projet dont le PNUD et les collectivités pour l'ensemble des initiatives ciblant les jeunes et les femmes. Il a souligné que les objectifs poursuivis par le projet s'inscrivent en droite ligne des priorités du programme de développement économique, social et culturel de la commune urbaine de Mopti, à savoir la réduction considérable de la pauvreté en cette période de crise, la dynamisation des emplois existants et la création de nouveaux emplois avec des effets induits sur l'économie régio-

nale.

Le représentant du Gouverneur a indiqué qu'à travers ce renforcement de capacités techniques, il est recherché entre autres la sensibilisation des comités de suivi du Projet « Emploi-Jeunes pour la Paix » sur l'approche HIMO, la sensibilisation sur la prise en compte des projets HIMO dans les PDESC, l'information sur l'avantage de l'utilisation des matériaux locaux dans la construction et la formation sur les dégradations des pistes et équipements ruraux. Il poursuivra en soulignant que la présente formation est donc une réponse aux multiples sollicitations des nombreux partenaires locaux, acteurs techniques incontournables pour le développement de l'approche HIMO. En effet, la réussite d'un chantier école HIMO dépend largement de la prise en compte du concept même dans tous

ses principes directeurs, depuis les études techniques jusqu'à l'exécution des travaux. Dès lors, la mise à niveau et le renforcement des compétences deviennent des gages réels de succès.

Cette importante activité fait suite à plusieurs réalisations dans les communes de Konna, Korombana, Ouroubé-Doundé, Tonguéroucoubé, Diafarabé et Ténenkou. Il s'agit du traitement des nids de poule de la route Konna-Balèwo et la canalisation des eaux usées. A Ouroubé-Doundé, il a porté sur la réfection de la route Sendegué-Barkanelbi long de 10 Km (remblayage des trous) et la réfection de la route Sendegué-Barkanelbi long de 15 Km (déblayage des cailloux). A Korombana il s'agit du désensablement de la route principale de Korientzé et l'organisation des journées de salubrité. A Ténenkou le projet a porté sur le débouchage du quai de Ténenkou, la protection de la digue de ceinture de Diafarabé long de 3 km ainsi que le curage et le nettoyage des caniveaux. Enfin à Toguéré Coumbé il a porté sur le désensablement du fleuve à Diaka « Maayokumbe ». Plus récemment près d'une centaine de jeunes de ces différentes localités ont bénéficié d'une session de formation en gestion de projet.

Les activités à haute intensité de main d'œuvre (HIMO) constituent l'une des approches les plus pertinentes dans le domaine de l'investissement local. Cette approche se fonde sur le postulat que les difficultés socio-économiques créent ou aggravent le risque de pau-

vreté sur lequel se greffent diverses formes de délinquances et de mouvements radicaux.

Les activités HIMO visent en effet à employer le plus grand nombre dans des projets d'infrastructures communautaire identifiées par les populations bénéficiaires elles-mêmes. L'approche HIMO remplit par-là plusieurs objectifs : occuper une main d'œuvre à risque et leur fournir un revenu, renforcer la cohésion sociale entre les communautés et la confiance dans les autorités locales, réhabiliter les infrastructures locales et favoriser ainsi le développement économique et social des communautés.

Les projets HIMO ont cet avantage de s'implanter plus facilement dans un contexte qui bénéficie du soutien de personnes sensibilisées à l'approche et qui bénéficient des appuis en formation.

L'objectif du projet Emploi-Jeune pour la paix est d'améliorer la situation économique des jeunes marginalisés dans la région de Mopti à travers la mobilisation et l'encadrement de 500 jeunes dans les travaux à Haute intensité de Main d'œuvre et l'octroi de micro-subventions de plus de 50 000 francs aux 410 jeunes dont 162 femmes. En outre, 4 unités de transformations des groupements femmes ont été appuyées pour la transformation des produits locaux.

Tous ces objectifs s'articulent avec les missions régaliennes de l'APEJ, à savoir concourir à la création d'emploi pour les jeunes, hommes et femmes de 15 à 40 ans, en milieu rural ou

urbain, résidants ou expatriés en facilitant leur accès au marché du travail et au crédit.

Financé par le fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix (PBF) et le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce projet se veut une approche pilote intégrée de stabilisation et de consolidation de la paix par la promotion de l'emploi et la participation des jeunes à la gouvernance locale.

Il est mis en œuvre conjointement entre l'équipe pays du Système des Nations Unies au Mali à travers le PNUD, la FAO et ONU Femmes en étroite collaboration avec le Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle et les collectivités territoriales dans deux cercles de la région de Mopti et où des interventions complémentaires d'autres acteurs sont prévues.

Le projet étant basé sur une approche participative, il a été mis en place un « comité de suivi » dans chaque commune, chargé de mettre en œuvre toutes les activités afférentes au projet. Les comités sont composés d'un Président (le maire), un représentant de la jeunesse, une représentante de la CAFO, un représentant de la société civile, un représentant du chef de village et le point focal de l'APEJ.

Durant toute cette session, les gestes barrières de prévention contre le coronavirus seront strictement observés.

■ **CICOM APEJ 11 Mopti 17 06 2020**



La plateforme "les forces nouvelles": Demande une refondation des systèmes de gestion

A la faveur d'un point de presse animé mardi 16 juin 2020, les membres de la plateforme les forces nouvelles demandent l'organisation d'une conférence nationale souveraine pour la refondation totale de la vie institutionnelle et politique. L'information a été donnée devant un parterre de journalistes.



Le point de presse a été animé par Mahamane Mariko. A l'entame de ses points, il a fait un tour d'horizon de la situation du pays qui est préoccupante et interpelle toute la conscience collective. Pour lui, les massacres communautaires au centre du pays rivalisent avec les exactions terroristes tandis que la sous nutrition, voire la famine s'installe. Au-delà de l'insécurité, l'absence de services publics de base tels que la justice, la santé ou l'éducation est à déplorer.

Face à la colère du peuple, il n'y a rien de concret comme mesures sinon un mutisme assourdissant. Il ne faut pas seulement chercher à tourner la page du régime actuel en indexant seulement IBK mais il faut tourner la page du système dont il n'est qu'une des incarnations.

« Certes, avec ce régime nous nous rendons compte, une fois de plus, que le système est arrivé à bout de souffle. Il s'est autodétruit car il a concentré la gestion du pouvoir entre les mains d'un petit groupe de personnes qui ont mis l'ensemble des marchés publics dans les mains du clan régnant. En faisant ainsi, en

concentrant les fruits pourris de la prédation dans les mains de quelques-uns, le système a sapé ses propres fondements », a-t-il dit.

Aussi dans sa démarche de mettre à nu le système, il dira que c'est une oligarchie qui s'est adjugé la gestion des affaires publiques. Ceux qui le défendent, au-delà du clan, et qui en bénéficient nous parlent de consensus. Un consensus qui n'est en réalité qu'un partage plus large du pillage des ressources nationales.

Pour son président, au-delà de la dernière incarnation d'un système qui a plongé dans la démesure et la boulimie, ce qui est exigé, c'est la fin du système lui-même. « Nous appelons à une refondation totale de la République car le régime actuel a été élu pour changer le logiciel de la gouvernance au Mali. Or, ce régime est allé en termes de turpitudes au-delà de tout ce qui s'est produit depuis. La corruption a monté en flèche avec ses scandales financiers », a-t-il précisé.

Abordant les récents développements de la situation sociopolitique, il a indiqué que le mou-

vement du 5 juin porte un message fort et vrai. « Nous sommes d'accord sur le principe et la dénonciation des faits. Beaucoup d'entre nous ont porté le fond de ces messages après l'échec de la révolution de 1991. Ce n'est en effet pas la première fois au Mali qu'une vague se soulève pour dénoncer et confronter les animateurs de la mauvaise gouvernance et de l'incompétence. Mais à chaque fois la vague est brisée et emporte tous les idéaux qu'elle soulevait », a-t-il argué.

Imprecision de leur démarche !

Il a ajouté que si le message est partagé, les messagers et ceux qui les rejoignent portent, pour certains d'entre eux, les maux qu'ils dénoncent. Certains d'entre eux ont demandé pardon au peuple malien par contre d'autres se sont bien gardés de faire leur autocritique. Mais quoi qu'il en soit, qu'est-ce qui prouve qu'ils ne vont pas trahir le premier des soutiens qu'ils ont reçus ? s'interroge-t-il.

Selon le président de la plateforme, Mahamane Mariko, de grandes inquiétudes sont réelles de voir les leaders religieux au-devant de la lutte contre ce régime. Mais c'est logique s'ils veulent réparer leur erreur car ce sont eux-mêmes qui ont fortement favorisé l'accès au pouvoir de ce régime. Ce qu'ils font, ils le font certainement par devoir moral.

En revanche, ils doivent faire preuve de plus de réserve dans leur implication quant à la mise en place de l'ordre nouveau qui doit advenir. « Nous rappelons que la confessionnalisation de la vie politique n'est jamais une bonne chose dans une république laïque : ni pour la religion ni pour la politique. Pour sortir de cette situation d'impasse et d'incertitude, les membres de la plateforme, les forces nouvelles exigent l'application immédiate de l'article 39 dans sa plénitude au bénéfice des enseignants ; l'organisation d'une conférence nationale souveraine pour la refondation totale de la vie des institutions pour l'avenir du pays devant assurer une alternance politique. Ces exigences doivent reposer sur un nouveau contrat social avec, à la clef, l'engagement de tous pour un Mali émergent », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

La rue appelle le Chef de l'État à démissionner : « Le président IBK manque de leadership et de vision, ce qui constitue le plus grand obstacle à la résolution de la crise au Mali »



Le Mouvement du 5 Juin –Rassemblement des Forces Patriotiques (M5-RFP), composé d'une branche de l'opposition radicale, le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) piloté par le Dr Choguel Kokala Maïga; la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'imam Mahmoud Dicko (CMAS) et un mouvement de la société civile malienne, "Espoir Mali Koura" (EMK) téléguidé par le cinéaste, l'ancien ministre de la Culture, M. Cheick Oumar Sissoko, pour la deuxième fois consécutive, a appelé le samedi dernier, à manifester le vendredi 19 juin prochain pour réclamer la démission d'IBK de la présidence du pays. C'était à la faveur d'une conférence de presse.

« Face à la situation dramatique que vit notre pays » les membres du M5-RFP dans une dé-

claration ont convenu de créer pour une deuxième fois, « les conditions d'une grande mobilisation pour le sursaut national, face à la gouvernance chaotique et prédatrice qui fait peser sur le Mali un risque de partition ».

Conduit par le Dr Choguel Kokala Maïga, qui fut un ministre du régime-IBK, cette alliance demande encore une fois au président de la république Ibrahim Boubacar Keïta de démissionner. Raison évoquée de cette démission : incapacité et incompétence du président de la république à trouver la solution à la crise malienne malgré la signature de l'accord d'Alger, du traité de coopération militaire avec la France, de l'accord politique de gouvernance et la tenue du dialogue national inclusif. S'y ajoutent les résultats contestés des élections législatives.

« Nous voulons une rupture avec le système politique actuel. Nous voulons une autre gouvernance au Mali », a déclaré à la presse, Issa Kaou N'Djim, un disciple de l'imam Dicko et coordinateur de la CMAS.

Dans sa déclaration, le M5-RFP signale la corruption comme mode de gouvernance dont les preuves sont justifiées selon lui à travers l'acquisition frauduleuse de l'avion présidentiel, la surfacturation sur l'achat des armements militaires, le détournement des 1230 milliards de la loi d'orientation et de programmation militaire.

Aussi, le mouvement note l'achat des hélicoptères qui restent cloués au sol, la disparition des fonds alloués aux Fama par l'Union Européenne, l'achat récent des blindés en carton dont le nom du premier ministre a fait les

chroniques du jour et aucun démenti, jusque-là.

Pour les organisateurs de cette manifestations du 19 juin prochain, le patrimoine du Mali a été vendu à des particuliers pendant que l'État est dans le plus grand besoin. Pour les responsables de ce mouvement, le président de la république a violé la Constitution et son gouvernement à travers la prise en otage de l'éducation nationale par la non-application d'une loi promulguée par le président de la république. Ils font cas aussi d'une violation de la Constitution à travers la gestion opaque des ressources de l'État concentrées dans la main d'une seule personne qui est nommé Premier ministre et ministre des Finances et de l'Économie. Bien plus, ce nouveau mouvement s'insurge contre l'organisation des élections législatives de 2020 qui, selon elle, l'a été dans des conditions d'inconscience et d'insouciance face à l'insécurité grandissante et surtout en violation des recommandations de la CEDEAO, estime-t-elle. Ces élections législatives ont été tenues, selon les responsables du mouvement, par la complicité de la Cour Constitutionnelle à travers une loi organique caduque surtout avec des données biaisées. Ils poursuivent que ces élections législatives n'auront aucun impact sur la crise du Mali, à part le fait de créer une crise institutionnelle en plus

de la crise politique.

Le Président du FSD, le Dr Choguel regrette « l'indifférence » du gouvernement, face à des tueries dans la région de Mopti qui ont occasionné 176 morts dans le seul mois de mars 2020 sans compter les villages incendiés, des bétails calcinés ou emportés. À ce jour, 1300 écoles sont fermées, plus de 500 mille personnes déplacées et plus de 190 mille enfants privés d'éducation, regrette-t-il.

Selon lui, l'armée républicaine a été transformée en une armée reconstituée sectariste, ethnique et raciste dans le nord du Mali en violation flagrante de la Constitution mettant en cause la souveraineté militaire du Mali.

Pour le représentant du mouvement EMK, l'esprit de mars 1991 a aussi été violé, à travers l'incapacité du président de la république de maintenir le régime démocratique. Selon lui, le président Ibrahim Boubacar Keita a été incapable d'organiser les élections législatives dans les délais constitutionnels, incapable également d'organiser les élections régionales et de cercles et jusqu'à ce jour certaines communes n'ont pu bénéficier des élections municipales. L'installation des autorités intérimaires est également une violation de la Constitution estime le représentant du mouvement EMK.

Pour les membres du M5-RFP, « le président

Ibrahim Boubacar Keita manque de leadership et de vision, ce qui constitue, selon eux, le plus grand obstacle à la résolution de la crise au Mali ».

Le M5-RFP qui se dit prêt pour un combat de la défense et de la sauvegarde de la démocratie et de l'indépendance de la république du Mali et sachant que la démocratie est aussi un exercice de la responsabilité « demande au président de la république de rendre sa démission » pour permettre au peuple malien de s'unir et de trouver une solution à la crise qui est loin d'être une fatalité.

Pour lui, cette démission du président de la république est non seulement patriotique mais responsable et sera saluée par tout le peuple malien. Les responsables du nouveau mouvement ne doutent nullement du patriotisme du président mais reconnaissent son incapacité et son incompétence à gérer le Mali surtout après toutes les tentatives allant de la signature des accords de compromission à la négociation avec l'Yad et compagnons.

En conclusion, le mouvement lance un appel solennel aux forces vives de la nation malienne à se donner la main le 19 juin prochain pour sauver le Mali.

■ Youssouf Konaré



Conférence de presse de la Plateforme du Mouvement des Jeunes du 5 juin 2020 : MJ-5 décide de prendre son destin en main face au régime d'IBK



Abdoulaye Traoré, Président du Mouvement des Jeunes du 5 juin 2020 (MJ-5) a animé une conférence de presse, afin d'informer l'opinion nationale et internationale de leur engagement à sortir le Mali de la situation de crise exacerbée par le président IBK et son régime, à travers la signature d'un manifeste élaboré et signé de manière publique. C'était hier mardi 16 juin 2020, au QG dudit mouvement.

Étaient présents à cette cérémonie de lancement de la plateforme du Mouvement des Jeunes du 5 juin 2020 (MJ-5) Monitié Dabou ; Cheick Tidiane Bidanessy ; Dr Moussa Guindo ; Mountaga Dembélé, tous membres de la conférence des présidents du MJ-5 ; ainsi que plusieurs membres et sympathisants.

Selon le principal conférencier, Abdoulaye Traoré, Président dudit mouvement, ce sont trois (3) partis politiques, deux (2) organisations non gouvernementales et deux cent soixante et onze (271) associations, qui sont fédérés en une plateforme, pour mettre une fin au régime du président Ibrahim Boubacar Kéita, avec le slogan : APPEL Sept Ans de déconstructions du Mali, ça suffit !

Selon l'appel de ladite plateforme : « en 2013,

la campagne présidentielle du Président IBK a été focalisée sur trois thématiques dont : « le Mali d'abord ; le bonheur des Maliens ; l'honneur du Mali ».

La plateforme a rappelé que : « aujourd'hui force est de reconnaître que le Mali d'abord est devenu « ma famille d'abord » qui lui-même s'est métamorphosé en « Seulement mon clan », L'honneur du Mali » s'est très rapidement transformé en « Opprobre du Mali » au point de faire du Mali un pays qu'on cite chaque fois qu'on veut ridiculiser une situation».

À l'en croire, le Mali est à la croisée des chemins, classé 182e pays sur 186 selon l'indice de développement humain. Elle a déploré : « combien de chefs de famille, femmes, d'adolescents et d'enfants, sont humiliés quotidiennement, forcés de quitter leurs villages en abandonnant tout ? De jour en jour, le nombre de déplacés internes ne fait qu'augmenter. La déconstruction sociale, du tissu économique, et des valeurs fondatrices de la grandeur du Mali des Soundjata, Kankou Moussa, Tiéba, Firhourn, Askia Mohamed, Mamadou Konaté, Modibo Keita, ont largement contribué à faire du Mali un Pays mendiant, un pays fragile,

dont la destinée échappe aux autorités. Aujourd'hui rares sont les familles qui peuvent s'offrir deux repas par jour. Des milliers d'enfants et adolescents longent les rues des grandes villes à la recherche du pain quotidien. Près de deux millions d'enfants ne vont pas à l'école. Pour les braves citoyens, le rêve d'un lendemain meilleur est brisé ».

Le président du MJ-5 a indiqué que : « c'est pour ces raisons que nous avons décidé de nous organiser et de ne plus accepter que des prédateurs hypothèquent nos vies et celles de nos parents déjà en péril ; indiquons à tous notre engagement à l'unité nationale, à la souveraineté nationale, à cultiver la paix et à préserver nos valeurs sociales tout en étant ouvert au monde ».

Il a poursuivi : « nous déclarons solennellement devant les peuples du Mali, d'Afrique et devant l'humanité tout entière, notre engagement à sortir le Mali de la situation de crise exacerbée par le Président Ibrahim Boubacar KEITA et son régime et donc, redonner au Mali son éclat, son épanouissement et sa prospérité d'antan ; réaffirmons notre attachement à l'unité nationale, à la cohésion sociale, à la laïcité et aux valeurs républicaines ; lançons un pressant appel à tous les Maliens encore indécis de se joindre à la dynamique enclenchée pour défendre ensemble la patrie et l'ouvrir prospérité, à la stabilité et à la quiétude ».

Pour répondre aux questions des journalistes, la plateforme MJ-5 a affirmé qu'un Chef de l'État ne doit pas négocier avec son peuple, il doit satisfaire les doléances de première nécessité. Concernant le vide constitutionnel et institutionnel, elle a avoué ne pas demander la tête du président IBK seulement, mais exige la démission du président de la République et de tout son régime. En ce moment, il ne sera plus question de vacance de pouvoir, et le peuple va s'organiser afin de se donner tous les moyens légaux pour aller à la 4e République. Les temps forts de la cérémonie ont été marqués par la signature du manifeste élaboré par l'ensemble des partis politiques, ONGs et associations y adhérant.

Pour terminer, la plateforme du MJ-5 a invité les Maliens et Maliennes à sortir le vendredi 19 juin 2020, pour libérer du peuple malien du régime d'IBK.

■ Aïssétou Cissé

L'EPM est mort, vive la CFR...

Quand les soutiens du Président se perdent en conjectures

Dans un précédent article intitulé « IBK : Un roi solitaire ? », nous nous interrogeons sur le point de savoir « les partis dits de la majorité présidentielle sont-ils tous morts ? ». Une question qui nous est venue à l'esprit et qu'il fallait poser, vu que ces partis dits de la majorité présidentielle étaient restés amorphes, malgré les sorties médiatiques de la troïka, devenu depuis, le M5-RFP, dans le cadre de la mobilisation du reste réussie du 5 juin dernier pour exiger la démission de leur patron, en l'occurrence le Président de la République, Ibrahim Boubacar Kéita. La question méritait d'être posée, car en son temps, ni le parti présidentiel, ni le regroupement EPM n'avait encore réagi à cette demande pressante de l'essentiel du peuple malien, via le Mouvement Espoir Mali Koura (EMK), la Coordination des Mouvements, Associations et Sympathisants de l'Imam Mahmoud Dicko (CMAS), le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) qui reprochent au régime IBK une gestion catastrophique de la crise multidimensionnelle au

Mali, des atteintes à la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays, avec une armée laissée à l'abandon, la remise en cause des valeurs et principes de la République, la confiscation des droits collectifs et individuels...

Des motifs largement suffisant pour elles pour que le Peuple Malien reprenne en main son propre destin, toute chose qui passe par la démission d'IBK. Mais curieusement, face à tous ces griefs et autres récriminations formulés contre le régime, aucun soutien du Président, avons-nous souligné, à part des petits activistes de midi sur les réseaux sociaux, ne s'était encore manifesté pour lui apporter un réconfort, même moral !

La donne semble changer depuis, mais...

En effet, après plusieurs tentatives ratées d'exhibition de muscle (la contre-marche du vendredi 5 juin et celle du vendredi 12 juin), les amis, disons les soutiens du président se

sont retrouvés le mardi 16 2020 pour lancer ce qu'ils ont appelé Convergence des Forces Républicaines. Objectif : soutenir IBK et les institutions de République.

« Oui à la stabilité des institutions républicaines », tel est le slogan de cette nouvelle plateforme qui vient de voir le jour, et qui a pour devise : « Servons le Mali avec loyauté, dévouement et patriotisme ». Elle regroupe en son sein plusieurs partis politiques, mouvements et associations dont les responsables se veulent respectueux des fondamentaux de la démocratie chèrement acquise, être vecteurs d'un message d'union et de paix pour soutenir les institutions de la République et de défendre les fragiles acquis dans le dialogue, seul gage de paix, de stabilité et de développement.

A croire alors que la coalition Ensemble Pour le Mali, regroupant les partis de la majorité présidentielle et présidée par le Président du RPM, le parti présidentiel, n'est plus utile en rien dans la dynamique de soutien au Président de la République Ibrahim Boubacar Kéita. Ce dernier peut-il s'estimer heureux d'avoir cette nouvelle plateforme à ses côtés et prête à le défendre jusqu'au bout ?

A lui de juger, même si nombre d'observateurs restent sceptiques, rien qu'à regarder les principaux animateurs de cette plateforme, sommes-toutes des repris de justice et des escrocs à col blanc !

■ Yama DIALLO



Blasphème ou profanation ? IBK n'a aucun respect pour nos soldats morts au front !



On ne cessera jamais de le dire, IBK et son régime sont désormais aux abois depuis le 5 juin dernier, où le peuple malien, dans sa grande majorité, était sorti pour exiger leur démission. Une exigence qui est encore de mise et dont les initiateurs, des centaines de partis et d'organisations de la société civile, projettent une autre grande mobilisation, ce vendredi 19 juin 2020, pour, disent-ils, achever le travail commencé le 5 juin : le départ d'IBK et de son régime !

Et depuis c'est la panique au sommet de l'Etat, IBK et compagnons ne sachant plus que faire. Ainsi aura-t-on vu le Président IBK, en l'espace 48 heures, entreprendre des médiations secrètes assorties d'une adresse aux maliens où il s'engage à appliquer l'article 39 du Statut des enseignants, chose que lui et son gouvernement refusaient depuis deux ans, à former un gouvernement d'union nationale (une manière de semer la division dans les rangs des contestataires) et à trouver une solution aux frustrations nées des législatives...

Toute une série de déclarations dont l'objet reste la préservation de son fauteuil, rien d'autre que la préservation de ses arrières ! Mais dans le même temps, comme s'il avait été lâché par les dieux, IBK montre son vrai visage aux maliens : tout ce qu'il a dit n'est qu'une manière pour lui de jouer la carte de l'usure avec ses adversaires ! La preuve : son dessein sournois de saboter ou de mâter la marche du

vendredi 19 juin avec l'instauration d'un Deuil national de trois jours en mémoire des soldats morts au front le dimanche 14 juin dernier.

Sinon où était IBK depuis le 14 juin dernier ? Pourquoi attendre 72 heures après la mort de ces vaillants soldats pour décréter un deuil national qui va du mercredi 17 au vendredi 19 juin 2020 ? L'intention est donc claire : contraindre les contestataires à renoncer à leur projet ou faire usage de la force pour les y contraindre ! Ce président veut-il véritablement que les choses s'apaisent ? Non ! En plus d'insulter les maliens, IBK prouve qu'il n'a aucun respect pour nos soldats morts au front ! En effet, vouloir utiliser la mémoire de nos vaillants soldats morts dimanche dans des combines politiques pour préserver son poste est inhumain et abject, et à la limite un blasphème !

Et les officiers, les sous-officiers et militaires de rang du Mali restent bouche bée face à cette profanation des dépouilles de leurs camarades morts au front. Pour rappel, un détachement de l'armée en patrouille est tombé dans une embuscade dans les environs de Diabali, le dimanche 14 juin 2020. Selon des chiffres officiels communiqués lundi, 24 soldats maliens ont été tués dans cette embuscade dans la zone de Diabali, au nord de Ségou, vers la frontière mauritanienne.

En effet, c'est par un tweet que l'armée malienne a annoncé ce premier bilan de 24 morts,

huit rescapés et quatre véhicules détruits dans l'embuscade tendue à l'une de ses patrouilles dans la région de Diabali. Dans un communiqué, le Ministère de la Défense annonçait par ailleurs que trois soldats manquaient toujours à l'appel et que « les évaluations se poursuivent sur zone ». L'armée a mobilisé les moyens nécessaires pour y parvenir, expliquait une source malienne. Si on en sait peu sur le déroulé de l'embuscade, on sait quand-même que la patrouille attaquée comptait une soixantaine d'hommes et que les premiers rescapés ont pu d'eux-mêmes regagner leur camp, situé non loin de la frontière mauritanienne.

Cette attaque est l'une des plus sanglantes menées contre l'armée malienne depuis le début l'année. Le 26 janvier, des assaillants affiliés au GSIM avaient attaqué la gendarmerie de Sokolo, faisant au moins 20 victimes dans les rangs des FAMA. Si aucune attaque terroriste d'envergure n'a été documentée depuis, les menaces n'ont pas pour autant disparu de la zone. Selon un élu local interrogé par RFI, « les FAMA ne sont pas les seuls visés. Il ne se passe pas un jour sans que les habitants soient victimes de violences ou d'enlèvements ».

C'est, selon plusieurs experts, la zone de la katiba Macina, le groupe du leader jihadiste Amadou Kouffa. En réponse à ces attaques ou menaces, les autorités maliennes ont intensifié les patrouilles et ont lancé, dans la zone et plus largement dans le centre du pays, l'opération Maliko le 30 janvier. Un engrenage de représailles est-il la cause de l'attaque de dimanche ? Parmi les jihadistes qui évoluent dans la zone de Diabali vers la frontière mauritanienne, où s'est déroulée l'attaque, un nom revient fréquemment : celui de Ba Moussa.

Originaire de Tin-Esako dans la région Kidal, c'est l'un des bras droits de Iyad Ag Ghali, le chef du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) qui regroupe une bonne partie des mouvements jihadistes du Mali, et même du Sahel. Ancien officier de l'armée régulière ayant déserté en 2012, Ba Moussa, encadrer des combattants du prédicateur radical Amadou Kouffa, est depuis, au moins 3 ans, considéré comme l'un des concepteurs des grandes attaques terroristes au centre du Mali.

■ Yama DIALLO

Mme DIARRA
PRIMATURE

SECRETARIAT GENERAL
DU GOUVERNEMENT

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

DECRET N°2020 - 0295 /P-RM DU 16 JUIN 2020

DECLARANT UN DEUIL NATIONAL

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°2020-0293/P-RM du 11 juin 2020 portant nomination du Premier ministre,

DECRETE :

Article 1^{er} : Un deuil national de trois (03) jours, à compter du mercredi 17 juin 2020 à zéro heure, est déclaré sur toute l'étendue du territoire national en hommage aux éléments des Forces Armées et de Sécurité du Mali décédés lors de l'attaque terroriste d'un détachement FAMA le dimanche 14 juin 2020 au niveau de la localité de Bouki-wèrè, dans le secteur de Diabali.

Les drapeaux sont mis en berne sur tous les bâtiments et édifices publics pendant toute la durée du deuil.

Article 2 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

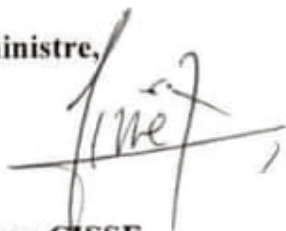
Bamako, le 16 JUIN 2020

Le Président de la République,



Ibrahim Boubacar KEITA

Le Premier ministre,



Docteur Boubou CISSE

Mahmoud Dicko face à la presse : « Le Mali est en danger et il urge de le sauver »

L'imam Mahmoud Dicko a animé hier mercredi 17 juin un point de presse au siège de la CMAS sis à Magnambougou. Il a saisi cette occasion pour fustiger la gouvernance du Président Ibrahim Boubacar Keita qu'il juge chaotique.



Une semaine après sa première démonstration de force, l'imam Dicko est sorti une fois de plus pour mettre à nu la gouvernance du Président IBK. Connus pour son franc parler, l'homme n'est pas sur le point de lâcher prise. Cette sortie médiatique est l'illustration parfaite qu'il se porte désormais comme la voix des sans voix.

En présence d'une pléiade de journalistes venue pour la circonstance, Issa Kaou Djim, le coordinateur de la CMAS s'est exprimé en déclinant les objectifs et les orientations du mouvement qui se résument à la foi, à la dignité pour servir la patrie. Pour l'atteinte de ces objectifs, le mouvement travaille de concert avec plusieurs partis politiques et organisations de la société civile. La CMAS a été portée sur les fonts baptismaux pour matérialiser cette vision. Certes, la CMAS est un mouvement politique mais la revendication dépasse le seuil du seul champ politique. Aussi, il a tenu à apporter cette précision de taille. Pour lui, le M5- Rassemblement des Forces Patriotiques, fidèle à sa vocation a dé-

cidé de demander la démission du président Ibrahim Boubacar Keita. A l'en croire cette démission tant prônée par une écrasante majorité des maliens sera un véritable moyen d'améliorer la gouvernance dans notre pays et d'apporter la preuve définitive que le Mali est une grande nation.

A l'entame de ses propos, l'imam Dicko a tenu observer une minute de silence pour la mémoire des militaires morts sur le théâtre des opérations. « J'ai tenu à vous entretenir sur les sujets d'actualité. Je remercie l'ensemble des maliens qui répondent favorablement à chaque appel pour sauver sa patrie. Cela dénote qu'il y a une différence entre nous et les autres. Les maliens sont de nature passive, ils ne sortent pas parce que le prix des denrées de première a monté. Mais ils sortent toujours quand le pays menacé dans son existence. Le grand pays tangué aujourd'hui du fait de la mauvaise gouvernance. Notre cri signifie que le Mali ne mérite pas ce sort. Nous ne sommes pas

à notre première prise de position. Chaque fois que nous avons constaté que le pays se dirige vers le mur, nous lançons l'alerte », a-t-il dit.

Par ailleurs, il a affirmé qu'aujourd'hui le Mali traverse une crise sans précédent. Mais ce réveil de la population tire son essence du fait que le Mali est en danger et qu'il urge de le sauver. C'est pourquoi les maliens sont sortis pour exprimer leur désarroi dans la passivité. Mais malheureusement ceux qui ont en charge les destinées du pays ont fait semblant d'ignorer les manifestants. Ils ont ignoré le peuple. Il a fallu que d'autres personnalités respectueuses attirent leur attention sur la délicatesse la situation. « C'est après qu'ils sont sortis de leur silence pour tenir un discours que par respect, je qualifierai de peu orthodoxe. Le Président dit qu'il tend sa main. Est-ce que cette main est tendue ? Non elle n'est pas tendue. Ils ont été contraints voire forcés de donner la main ; cela est diamétralement différent d'une main tendue. Aussi, que se passe-t-il si on tend la main à quelqu'un qui est loin de vous. Autrement, c'est dire que le peuple est loin de vous. Ils ignorent le sens de leurs propos. Est-ce qu'on doit être loin de son peuple ? Je lui ai dit en face qu'il ne s'agit pas de tendre la main mais ouvre plutôt ton cœur pour écouter le cri de tes concitoyens. Nous avons écouté son message. Je pense que jusqu'à présent il a compris le cri d'amertume des maliens. Avec cette façon de gouverner, ils se sont opposé tout le peuple », a-t-il ajouté.

C'est donc un Mahmoud Dicko particulièrement offensif, en totale phase avec les annonces et prises de position du M5-RFP qui était face à lapresse.

Pour le rassemblement du 19 juin, on peut désormais considérer que la messe. Aléa jacta est !

■ Ibrahim Sanogo

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Islam : A la recherche du Mahomet de l'histoire



Les sources concernant Mahomet ont été écrites des décennies après sa mort, et peuvent donc donner une image biaisée du prophète de l'islam. Dès lors, qui était-il vraiment ? Le point avec Jacqueline Chabbi, spécialiste de l'islam classique.

« Le Voyage nocturne (Miraj) du Prophète, chevauchant le cheval Buraq, entouré d'anges », miniature issue du « Khamsé », de Nizami, attribué au Perse Sultan Muhammad (XVI^e siècle).

« Le Voyage nocturne (Miraj) du Prophète, chevauchant le cheval Buraq, entouré d'anges », miniature issue du « Khamsé », de Nizami, attribué au Perse Sultan Muhammad (XVI^e siècle). WIKIPEDIA

Professeure honoraire des universités, éminente connaissance de l'arabe classique, Jacqueline Chabbi a profondément renouvelé l'approche des origines de l'islam. Sa démarche : prendre de la hauteur par rapport à

l'histoire sacrée, qu'elle passe au crible de l'anthropologie historique. A la manière d'une enquêteuse, elle reconstitue avec minutie la vie du fondateur de l'islam, en la replaçant dans le contexte particulier qui était le sien : celui des tribus claniques du désert arabe. De là se dessine le passionnant portrait en filigrane d'un homme aux prises avec les réalités spatio-temporelles de son temps.

Quels sont les éléments de la biographie de Mahomet que nous connaissons avec certitude ?

« Dans sa tribu, la parole de Mahomet n'est écoutée par personne. Il finit par être banni de son clan et doit quitter La Mecque »

Il faut ramener Mahomet à son statut d'homme de tribu. On sait qu'il est mecquois puisqu'il faisait partie de la tribu des Qoraychites qui résidait dans la ville. La Mecque était de longue date un site sacralisé du fait qu'on y avait trouvé un point d'eau qui ne ta-

rissait pas. Un culte saisonnier faisait circuit – comme aujourd'hui – autour des pierres sacrées (les bétyles) portées par les murs de la Kaaba. Abraham, que le Coran institue comme fondateur de la Kaaba (2, 127), en marge du conflit avec les juifs médinois, n'y est évidemment pour rien.

Au sein de sa tribu, Mahomet souffrait d'un double handicap : orphelin de père, ce qui était très gênant dans ce type de société, il est épousé (et non l'inverse !) par Khadija, une femme deux fois veuve et de vingt ans son aînée. De plus, bien qu'il ait eu des fils avec cette épouse, tous meurent en bas âge. Or, ne pas avoir de descendants masculins, en Arabie, était perçu comme une véritable tare. Cela explique l'insulte lancée contre lui à La Mecque quand il est traité de « châtre » (Coran 108, 3).

Gouvernance Condé, réconciliation nationale, tuerie dans les manifs : Ce qu'en pense Makalé Camara



Dans une interview-live sur la page Facebook de Guineenews ce mardi, 16 juin 2020, avec l'ancienne ministre de l'agriculture, des affaires étrangères et des Guinéens de l'étranger, Makalé Camara, plusieurs questions brûlantes de l'actualité ont été débattues. Après une rétrospective brillante de son passage dans les différents postes de responsabilité qu'elle a occupés, la présidente du parti Front de l'Alliance Nationale (FAN) a condamné les tueries dans les manifestations politiques de 2009 à nos jours. Elle a aussi regretté la fragilisation du tissu social en Guinée cette dernière décennie avant de demander justice pour les victimes. Devenue fonctionnaire d'Etat très jeune, Makalé Camara a travaillé avec tous les régimes

qui se sont succédé en Guinée depuis l'indépendance à nos jours. Ambassadrice, puis deux fois ministre des affaires étrangères sous le régime d'Alpha Condé avant d'être débarquée en 2016, Makalé Camara regrette la politique de diviser pour mieux régner instaurée par son ancien mentor depuis son arrivée au pouvoir en 2010.

Répondant à la question de savoir ce qu'elle pense des acquis de l'actuel régime, elle explique : « Mon évaluation est une évaluation mitigée, cela pas par rapport à l'économie mais par rapport à l'unité nationale, par rapport à la division que nous connaissons aujourd'hui. Nous sommes systématiquement dos à dos aujourd'hui, alors que ses prédécesseurs (Alpha Condé NDLR) ont essayé de ra-

biboher le tissu social. Je me rappelle il y a des années où on disait que la Guinée est l'un des rares pays où il y avait une nation. Cette nation nous avons besoin de la ressouder aujourd'hui. Et c'est l'essentiel de mon programme parce que sans les hommes vous n'arrivez à rien. Si les Guinéens restent divisés, nous n'allons jamais accéder à cette manne que la nature nous a réservée. Je pense que le grand échec aujourd'hui c'est cela. Les Guinéens qui restent dans leurs coins et ne se parlent pas assez et qui n'agissent pas assez ensemble. Il faut que cela cesse sinon nous ne pourrions pas aller de l'avant et avancer dans le développement puisqu'il doit être collectif. »

Par ailleurs, selon la présidente du parti FAN, le développement de la Guinée doit impérativement passer par la réconciliation nationale, mais aussi par l'application de la loi à tous les niveaux. « Dans ce pays, c'est l'impunité qui est aussi un des grands maux que nous connaissons. Si la loi n'est pas respectée, si la loi n'est pas la même pour tous, si les sanctions ne sont pas là, comment voulez-vous que la justice sociale soit ? Et pour qu'il y ait une justice sociale, il faut une justice pour tous. Il est vrai que nous sommes une société religieuse coutumière ; là où les religieux peuvent nous conseiller, nous devons l'accepter mais là où ça rentre dans le domaine de la loi, il faut l'appliquer », déclare Makalé Camara. Concernant les tueries dans les manifestations l'ancienne reconvertie ministre en politique les condamne et invite la justice à faire son travail.

« Ma position est tout simplement que justice soit dite, que la loi soit respectée. Nous sommes devant les tribunaux, si ceux-ci jugent et tranchent, c'est la séparation des pouvoirs, il faut respecter ce que la loi vaut par rapport à tous ces cas. Je condamne toute mort d'homme surtout les jeunes qui sont notre avenir. Toute mort d'homme est condamnable avec la plus grande énergie. Et quand un homme meurt, il faut qu'on retrouve les coupables et les sanctionner. C'est ma position. Si la loi ne régit pas une société, c'est l'anarchie. Les frustrations et les vengeances finissent par une guerre qui ne dit pas son nom. C'est pour cela qu'il faut respecter et appliquer la loi et les tribunaux sont là pour ça », conclut-elle.

"Biens mal acquis": Rifaat al-Assad condamné à Paris à quatre ans de prison, son patrimoine français confisqué

Rifaat al-Assad, l'oncle du dirigeant syrien Bachar al-Assad, a été condamné mercredi à Paris à quatre ans de prison pour s'être bâti frauduleusement dans l'Hexagone un vaste patrimoine immobilier estimé à 90 millions d'euros, dont le tribunal a prononcé la confiscation.

Dans cette affaire de "biens mal acquis", Rifaat al-Assad, 82 ans, absent du procès pour "raisons médicales" mais représenté par ses avocats, est notamment reconnu coupable de blanchiment en bande organisée de détournement de fonds publics syriens, entre 1996 et 2016.

Rifaat al-Assad, résident britannique à la tête d'un empire immobilier en Europe qui se présente aujourd'hui comme un opposant à son neveu Bachar al-Assad, est également condamné pour blanchiment de fraude fiscale aggravée ainsi que pour le travail dissimulé

d'employés de maison. Il a été en revanche relaxé sur des faits couvrant la période 1984-1996, pour des questions juridiques.

Parmi les biens confisqués par la justice en France figurent deux hôtels particuliers dans les beaux quartiers parisiens, une quarantaine d'appartements, un château, des haras dans le Val-d'Oise... Une propriété a aussi été saisie à Londres. Dénonçant une décision "qui ne s'appuie sur aucun élément objectif", ses avocats ont indiqué qu'ils allaient "immédiatement interjeter appel".

Aux yeux du tribunal, qui a pointé des faits "d'une exceptionnelle gravité" nonobstant l'âge de M. Assad, "des éléments concordants accréditent l'existence de détournements de fonds publics aux dépens de l'Etat syrien et au profit exclusif de Rifaat al-Assad". Dans une déclaration transmise à la presse, ses avocats ont réaffirmé qu'il "n'y a pas au dos-

sier un centime de fonds provenant de Syrie" et que "tous les flux identifiés ont une origine licite".

Ancien pilier du régime de Damas, Rifaat al-Assad fut le chef des forces d'élite de la sécurité intérieure, les Brigades de défense, qui avaient notamment réprimé dans le sang une insurrection islamiste en 1982. Il en garde un surnom, "le boucher de Hama".

Contraint à l'exil en 1984 après un coup d'Etat manqué contre son frère Hafez al-Assad, il s'était installé en Suisse puis en France avec sa famille et 200 fidèles. Lui qui n'avait aucune fortune familiale en Syrie avait alors bâti un empire immobilier évalué aujourd'hui à 800 millions d'euros, principalement en Espagne mais aussi en France et en Grande-Bretagne, qui a tardivement éveillé les soupçons.

■ Source AFP



Déclaration conjointe du Sommet Xtraordinaire chine-afrique sur la solidarité contre la covid-19

La COVID-19 est un défi majeur pour toute l'humanité et constitue l'urgence mondiale de santé publique la plus grave depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Dans le but de renforcer la solidarité et la coopération pour vaincre ensemble le virus et de montrer une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique encore plus solide, et sur l'initiative conjointe de la République populaire de Chine, de la République sud-africaine, pays assurant la présidence tournante de l'Union Africaine (UA), et de la République du Sénégal, coprésident africain du Forum sur la Coopération sino-africaine (FCSA), des dirigeants chinois et africains ont tenu par visioconférence un Sommet extraordinaire Chine-Afrique sur la solidarité contre la COVID-19 le 17 juin 2020.

Ont pris part à ce Sommet :

S.E.M. Xi Jinping, Président de la République Populaire de Chine ;
S.E.M. Matamela Cyril Ramaphosa, Président de la République sud-africaine ;
S.E.M. Macky SALL, Président de la République du Sénégal ;
S.E.M. Abdel Fattah Al-SISI, Président de la République Arabe d'Égypte ;
S.E.M. Felix-Antoine Tshisekedi TSHILOMBO, Président de la République Démocratique du Congo ;
S.E.M. Abdelmadjid TEBBOUNE, Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire ;
S.E.M. Ali Bongo ONDIMBA, Président de la République Gabonaise ;
S.E.M. Uhuru KENYATTA, Président de la République du Kenya ;
S.E.M. Ibrahim Boubacar KEITA, Président de la République du Mali ;
S.E.M. Issoufou Mahamadou, Président de la République du Niger ;
S.E.M. Muhammadu BUHARI, Président de la République fédérale du Nigeria ;
S.E.M. Paul KAGAME, Président de la République du Rwanda ;
S.E.M. Emmerson Mnangagwa, Président de la République du Zimbabwe ;

S.E.M. Abiy Ahmed Ali, Premier Ministre de la République fédérale démocratique d'Éthiopie ;
S.E.M. Moussa Faki MAHAMAT, Président de la Commission de l'Union Africaine ;
S.E.M. Antonio GUTERRES, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et le Dr Tedros Adhanom GHEBREYESUS, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont également participé au Sommet en tant qu'invités spéciaux.

Après des échanges amicaux et approfondis, les dirigeants participants sont convenus de ce qui suit :

I. Ils expriment leur profonde préoccupation s'agissant de la propagation de la COVID-19 dans le monde, qui constitue un défi imminent et inédit pour les peuples des différents pays, et compte tenu de ses impacts majeurs sur la vie et la santé des peuples.

Ils reconnaissent l'importance fondamentale des questions de santé publique pour la paix et la sécurité internationales et le bien-être des peuples, notamment le fait que l'Afrique est extrêmement vulnérable face à la COVID-19 et a besoin de la solidarité et du soutien des différentes parties appuyant ses capacités de réponse à la COVID-19 et son développement socio-économique.

Ils saluent et soutiennent l'appel du Secrétaire général des Nations Unies à la solidarité dans la lutte contre la COVID-19 et s'engagent à œuvrer ensemble pour préserver la sécurité de la santé publique mondiale et garantir les droits et intérêts légitimes des pays en développement, afin d'apporter une plus grande contribution à la promotion de la paix et du développement dans le monde et de construire ensemble une communauté de santé pour l'humanité.

Ils soulignent les liens étroits entre le développement, la paix et la sécurité, appellent la communauté internationale à soutenir la mise en œuvre par l'Afrique de l'initiative « Faire taire les armes en Afrique » et réclament une levée rapide des sanctions économiques contre le Zimbabwe et le Soudan.

Conformément à l'esprit de la FCSA et aux va-

leurs auxquelles sont attachées les deux parties, ils continuent de se soutenir mutuellement sur les questions relatives à leurs intérêts vitaux et préoccupations majeures. La Chine soutient les pays africains dans leur recherche de voies de développement adaptées aux réalités nationales et s'oppose à toute ingérence extérieure dans les affaires intérieures africaines. L'Afrique appuie la position de la Chine sur les questions concernant Taiwan et Hong Kong, ainsi que les efforts de la Chine visant à préserver la sécurité nationale à Hong Kong en vertu de la loi.

II. Ils apprécient hautement et soutiennent activement le rôle leader et coordinateur joué par l'OMS, sous la direction de son Directeur général, le Dr Tedros Adhanom GHEBREYESUS, dans la lutte mondiale contre la COVID-19 et appellent la communauté internationale à accroître son soutien politique et financier à l'Organisation.

Ils saluent l'adoption par la 73e Assemblée mondiale de la Santé de la résolution sur la riposte à la COVID-19, expriment leur profonde préoccupation face aux effets négatifs de la COVID-19, soulignent l'importance de la coopération mondiale, appellent au renforcement de la solidarité et de la coopération internationales, en vue de contenir et d'atténuer ensemble la COVID-19 et d'apporter une attention particulière aux besoins des personnes vulnérables. Ils réaffirment leur opposition à la politisation de la COVID-19 et à l'étiquetage du virus, appellent la communauté internationale à œuvrer ensemble pour prévenir la discrimination et la stigmatisation, lutter contre les informations fausses et trompeuses et renforcer la coopération sur la R&D des outils de diagnostic, des traitements, des médicaments et des vaccins ainsi que sur l'identification de la source zoonotique du virus.

Ils soutiennent le lancement au moment approprié le plus proche après la maîtrise de la COVID-19 dans le monde et en consultation avec les États membres de l'OMS, d'un processus d'évaluation impartiale, indépendante et complète par étapes, qui soit piloté par

L'OMS, mené dans le respect du principe de l'objectivité et de l'impartialité et basé sur la science et le professionnalisme, notamment en utilisant les mécanismes existants, selon qu'il conviendra, pour examiner l'expérience acquise et les leçons tirées de la riposte sanitaire internationale coordonnée par l'OMS face à la COVID-19.

Ils saluent le leadership du Secrétaire général des Nations Unies, son soutien à l'action de l'OMS pour lutter contre la COVID-19, ainsi que ses initiatives sanitaires pour rendre vaccins et méthodes diagnostiques et thérapeutiques accessibles dans le monde.

III. La partie africaine exprime sa haute appréciation au gouvernement chinois qui a adopté résolument des mesures fermes pour endiguer la propagation de la COVID-19, et communiqué sans tarder à l'OMS et aux pays concernés des informations sur la situation en Chine dans un esprit ouvert, transparent et responsable, permettant de gagner un temps précieux pour la lutte internationale contre le virus. La Chine remercie les pays africains, l'UA et les autres organisations régionales pour la solidarité et le soutien qu'ils lui ont témoigné dans sa lutte contre la COVID-19. Elle salue l'établissement par l'Afrique d'une stratégie africaine de lutte contre la COVID-19, la nomination d'envoyés spéciaux pour mobiliser le soutien international aux efforts africains pour relever les défis économiques de la COVID-19. Elle salue la résilience des pays africains et les résultats encourageants qu'ils ont obtenus dans le combat contre le virus grâce à l'adoption de mesures préventives pour éviter la propagation de la COVID-19.

Les pays africains, tout en remerciant la Chine pour son soutien agissant à la lutte africaine contre la COVID-19 et son engagement solidaire, apprécient hautement les nouvelles mesures qu'elle a annoncées lors de la 73e Assemblée mondiale de la Santé pour soutenir la riposte des pays en développement contre le virus. La Chine réaffirme sa volonté de mettre activement en œuvre les propositions et mesures annoncées, d'accompagner l'Afrique dans le renforcement de ses capacités de prévention et de contrôle des maladies et de développement durable, et d'accélérer la construction du siège du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies. Elle affirme son engagement, en cas de mise au

point par la Chine d'un vaccin contre la COVID-19, d'en faire un bien public, en vue de contribuer ainsi à l'accessibilité et l'abordabilité du vaccin dans les pays en développement, notamment dans les pays africains.

Les deux parties réaffirment leur engagement à adopter des mesures énergiques pour protéger la santé et la sécurité de leurs ressortissants, préserver leurs droits et intérêts légitimes et valoriser leurs médecines traditionnelles.

Les pays africains expriment leur profonde gratitude et appréciation aux institutions et entreprises chinoises qui ont apporté des fournitures médicales et du soutien matériel à leur combat contre la COVID-19.

IV. Elles reconnaissent pleinement le rôle positif de la coopération sino-africaine en matière d'investissement et de financement pour le développement et l'amélioration du bien-être des populations en Afrique, et appellent la communauté internationale à partager les expériences sur la lutte contre le virus et à accroître son soutien matériel, technique, financier et humanitaire aux pays africains par une coopération solidaire, afin de les aider à neutraliser l'impact de la COVID-19 et à réaliser un développement durable autonome.

La Chine, accordant une grande importance aux préoccupations des pays africains sur la question de la dette, mettra effectivement en œuvre l'Initiative du G20 sur la suspension du service de la dette pour les pays les plus pauvres, et reste disposée à engager des consultations d'égal à égal et amicales pour accroître son soutien aux pays africains durement touchés par l'impact de la COVID-19.

La partie africaine apprécie les actions chinoises et appelle la communauté internationale, notamment les pays développés et les institutions financières internationales, à prendre des mesures concrètes et diligentes pour l'allègement du fardeau de la dette africaine.

V. Les deux parties réaffirment leur ferme soutien au multilatéralisme, leur opposition à l'unilatéralisme et leur engagement à préserver le système international centré sur l'ONU et à défendre l'équité et la justice internationales.

Elles appellent la communauté internationale à construire une économie mondiale ouverte, à renforcer la coordination des politiques macroéconomiques et à préserver ensemble la

stabilité et le bon fonctionnement des chaînes industrielles et d'approvisionnement mondiales. Elles soutiennent activement la construction de la zone de libre-échange continentale africaine.

Elles reconnaissent l'importance de la numérisation dans l'ère post-COVID-19, soutiennent le développement accéléré de l'économie numérique en Afrique et l'intensification des échanges et de la coopération dans les domaines de la numérisation, des technologies de l'information et de la communication, en particulier la télémédecine, le téléenseignement, la 5G et les méga données.

Elles soutiennent l'engagement de discussions avec des partenaires internationaux sur le développement de la coopération tripartite ou multipartite en Afrique de manière active, ouverte et inclusive et sur la base du respect de la volonté des pays africains, afin de soutenir les pays africains dans leurs efforts pour vaincre au plus vite le virus et accélérer leur développement.

VI. En cette année de célébration du 20e anniversaire de la création du FCSA, les dirigeants se félicitent des progrès significatifs enregistrés dans la mise en œuvre des actions de suivi du Sommet de Beijing du FCSA, et s'accordent à donner une plus grande priorité au secteur de la santé publique dans la mise en œuvre des « huit initiatives majeures » de la coopération sino-africaine.

Dans la perspective de la poursuite de la coopération sino-africaine dans l'ère post-COVID-19, ils travailleront ensemble pour la bonne organisation de la réunion du FCSA de 2021.

VII. Les dirigeants saluent l'initiative lancée par la République Populaire de Chine, la République sud-africaine et la République du Sénégal d'organiser le présent Sommet à un moment crucial de la lutte africaine contre la COVID-19.

Ils rendent un vibrant hommage aux dirigeants africains présents ou non au Sommet, pour les efforts énergiques qu'ils déploient dans la lutte contre la COVID-19.

Les dirigeants participants ont exprimé leurs profondes condoléances pour la disparition de S.E.M. Pierre Nkurunziza, Président de la République du Burundi, et leur sincère sympathie au peuple burundais.

CORONAVIRUS HBGESRPN : Youssouf Maiga est la victime



Le défenseur du Djoliba Athletic Club est testé positif. Le défenseur du Djoliba Athletic Club Youssouf Maiga a été testé positif au coronavirus. En effet l'information

est tombée le dimanche dernier. Le joueur aurait été contaminé après avoir assisté à un mariage à Ségou. Du coup le pensionnaire du Djoliba Athlétic Club (Mali) est le

quatrième joueur africain à être porteur authentifié du coronavirus après le capitaine de la sélection nationale de la Gambie, Omar Colley (27 ans, Sampdoria), le jeune milieu offensif tunisien de l'Union Sportive de Ben Guerdane (Ligue 1 tunisienne), Omar Zekri (25 ans) ainsi que le maître à jouer sud-africain des Orlando Pirates (Afrique du Sud) Ben Motshwari (29 ans). Selon une source le défenseur est pris en charge. Et le club a entrepris des tests sur ses contacts : Seydou Diallo (défenseur) et Cheick Tidiane Niang (attaquant).

Ces tests se sont révélés négatifs. « Nous avons pris des dispositions depuis cette nouvelle. Nous avons fermé le stade et désinfecté les locaux. Toutes les dispositions sanitaires sont prises », indique Modibo Coulibaly, secrétaire général du Djoliba. Youssouf Maiga est le quatrième footballeur africain à être contaminé par le virus, suspendu depuis plusieurs semaines, le DAC se prépare à la reprise du championnat au Mali. Le club est en tête de son groupe de championnat après 21 journées. Signalons qu'à date du 16 Juin 2020 qu'il y a plus de 248 000 cas de COVID19 en Afrique – avec plus de 113 000 guérisons associées et 6 600 décès signalés.

■ Alpha C. SOW

FIF : Didier Drogba et Idriss Diallo, ça coince



L'élection du président de la Fédération ivoirienne de football (FIF) approche à grands pas. Parmi les candidats au trône, Sory Diabaté, Vice-président du bureau sortant, semble avoir une longueur d'avance. Il a déjà reçu le soutien de deux des cinq groupements d'intérêts pour sa candidature – (Le soutien d'au moins un groupement d'intérêt, étant obligatoire pour prétendre briguer un mandat à la maison de verre, ndr) – à savoir l'amicale des anciens footballeurs et les arbitres.

Plus que trois groupements sont encore attendus, dont l'association des footballeurs ivoiriens (en activité), les entraîneurs et les médecins. Ceux-ci devront bientôt se prononcer et décider à qui attribuer leurs voix ? Les autres candidats Didier Drogba et Idriss Diallo, devront donc patienter avant de bénéficier du parrainage d'un groupement d'intérêt qui validera officiellement leur candidature.

■ Joe Midelli



Bélier (21 mars - 19 avril)

Les discussions avec vos collaborateurs sont favorables. Votre contribution est appréciable. Vos tâches nécessitent la coopération de tiers. Mais vous êtes maître à bord ! Un manque de tact est possible avec un chef. Des rivalités pourraient couvrir !

Malgré les frais, l'envie de vous faire plaisir est forte ! Au diable les angoisses ! Vous vous accordez une petite folie. Un coup de coeur lié à des vêtements est possible. Pensez à échelonner son paiement ! Vous éviterez un stress lié à la trésorerie.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous serez déterminé pour que vos efforts au travail soient encore plus fructueux et que la qualité de vos prestations soit reconnue. Vous instaurerez un climat de confiance par vos encouragements et avec la volonté de préserver le dialogue.

Vous aurez l'art de la débrouillardise. Vous ferez de petites économies par ici, vous trouverez des bons plans par ailleurs, sans compter une vente au prix fort et un achat à bas coût. Vous cumulerez les bonnes idées pour accumuler les euros.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Il y a du changement aujourd'hui au sein du travail, vous allez devoir vous adapter. Si cette situation ne vous convient pas, vous n'avez le choix que de vous plier. Ça vous agace, cependant, des enjeux vous ramènent à la raison.

Si l'on vous doit de l'argent, vous risquez de galérer et de batailler pour obtenir le remboursement. Même en agissant avec fermeté, vous aurez du mal à vous faire rembourser. Avant ce soir, vous trouvez un nouvel arrangement, vous êtes rassuré.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les adversaires ne vous impressionneront plus, car vous saurez comment les contourner. Vous éviterez les obstacles placés sur votre route. Grâce à la maîtrise de votre activité, vous aurez l'opportunité à ce que votre projet prenne une tournure positive.

Saturne impactera votre situation financière. Il faudra peut-être changer la manière dont vous placerez votre argent, revoir votre budget ou trouver le moyen de moins dépenser. Vous qui apprécierez votre confort matériel, il faudra vous adapter.



Lion (22 juillet - 23 août)

Une activité importante est en cours. Elle nécessite des compétences commerciales et une coopération. Aujourd'hui, vous donnez le meilleur de vous ! Rien ne vous arrête. Attention aux collègues plus lents. Ils voudraient bien vous confier leurs tâches !

Votre vie trépidante entraîne de folles dépenses ! Elles s'associent et amputent une sacrée partie du budget ! Un léger découvert est possible. Il pourrait être de courte durée ! Un peu de sagesse est la bienvenue ! Gardez-en pour vos futures charges !



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans votre secteur VI, Saturne pourrait ralentir votre progression. Entre des dossiers à retravailler, les coups tordus de tel ou tel collègue, rien n'ira plus dans votre activité. À deux doigts de la crise de nerf, vous finirez par reprendre l'avantage.

Le ciel sonnera l'alarme sur vos finances. Cela ne sera pas l'argent qui vous manquera pour la plupart d'entre vous, mais les bons réflexes pour le gérer. Vous pourriez céder à des impulsions d'achats et évitez de surveiller l'état de vos comptes.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Les dossiers s'empilent et vous êtes incapable d'en faire plus. Aujourd'hui, ami Balance, vous semblez dépassé par les événements. Même votre sens de l'organisation est aux abonnés absents. N'hésitez pas à demander de l'aide à vos collaborateurs.

Votre comptabilité mérite que vous vous attardiez dessus, quitte à perdre du temps, la situation ne peut pas attendre. Vous avez trop dépensé ces derniers jours, il suffit de regarder vos comptes pour comprendre que vous avez dépassé les limites.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre planning sera chargé et vous devrez travailler d'arrache-pied, car pour des raisons économiques ou conjoncturelles, on vous en demandera toujours plus. Saturne rétrograde pourrait aggraver un litige ou dégrader vos relations avec un supérieur.

Vous vous promettez de réaliser des économies et de tout mettre en place pour l'équilibre de votre budget. Vous aurez les pieds sur terre. Vous ne vous engagerez pas dans des dépenses, tant que vous n'aurez pas la certitude de cette rentrée d'argent.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les discussions avec un collègue sont constructives. Il peut vous enseigner une méthode de travail. La journée s'écoule dans le respect mutuel entre collaborateurs. Une réunion est possible. Un pot d'amitié pourrait finir cette journée de travail positive.

Pour espérer faire des économies, changez vos habitudes ! Votre générosité et une passion entraînent des frais ! Vous êtes serein dans n'importe quelles circonstances ! Voir votre salaire fondre ne vous stresse pas du tout ! Vous êtes philosophe.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Cela ira pourtant mieux du côté de votre travail, les perspectives à venir seront plus optimistes, mais vous ne serez pas rassuré pour autant sur la suite des événements. Vous ferez au mieux pour sécuriser votre position en travaillant d'arrache-pied.

N'appréciant pas les changements de dernière minute, vous ne réserverez rien pour les vacances. Vous craignez que l'acompte versé ne vous soit pas remboursé, au cas où vous devriez faire face à un empêchement. Vous préférerez garder votre argent pour vous.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Dans le travail vous avez la tête sur les épaules et les pieds sur terre. Vous pourriez diriger toute une équipe tellement vous êtes déterminé. Une proposition alléchante vous tombe dessus, ça vous fait réfléchir sur votre avenir professionnel.

Ce n'est pas parce que vos finances crient victoire, cher Verseau, qu'il faut automatiquement jeter votre argent par les fenêtres. Commencez par faire un point dépenses, ensuite envisagez d'investir dans un bon placement. Pensez à votre futur.



Poisson (19 février - 21 mars)

Pour bien travailler, vous aurez besoin d'évoluer dans un environnement professionnel dénué de rivalité et de mesquineries. Vous n'aurez pas le pouvoir de changer de collègues, mais celui de vous extraire des médisances autour de la machine à café.

En remettant les compteurs à zéro et en faisant preuve de prévoyance, vous pourrez mieux anticiper sur les dépenses et vous prémunir sur les frais à venir. Cela ne fera pas certes, rentrer les sous, mais de limiter la casse en vous serrant la ceinture.

**Promo
Modem 4G**



Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official